

**PORTANT AUTORISATION D'INSTALLATION D'UNE NACELLE
PARVIS DE L'EGLISE**

Le Maire de la Commune de Saint-André-Lez-Lille, Madame Elisabeth MASSE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2213-6,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment son article R116-2,

Vu l'instruction interministérielle du 06 Novembre 1992 modifiée relative à la signalisation routière, Livre 8^{ème} partie : « signalisation temporaire »,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental notamment ses articles 99 à 99-2 et 99-7,

Vu le Règlement Général de Voirie Communautaire du 30 Juillet 2007,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques notamment ses articles L2111-1 à L2111-3, L3111-1, R2125-2, L2125-1 qui stipulent que l'occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance, L2125-4 qui stipule que la redevance due pour l'occupation du domaine public est payable d'avance et L2125-5 qui stipule qu'en cas de retard dans le paiement, les sommes restantes dues sont majorées d'intérêts moratoires aux taux légal,

Vu la délibération municipale question 1 sur 2 du 25 Novembre 2013 fixant les tarifs des différents services publics et participations communales,

Considérant la demande déposée par la société **SALTI** en date du **21 septembre 2021** tendant à obtenir une autorisation d'installer une nacelle pour **1 jour**.

ARRETONS

Article 1 – Autorisation

La société **SALTI** est autorisée à installer une nacelle **au Parvis de l'Eglise le 28 octobre 2021**, à charge pour elle de se conformer aux dispositions légales et réglementaires sus-indiquées et aux conditions générales spéciales suivantes :

Article 3 – Stationnement

Le stationnement, considéré comme gênant, sera interdit au droit du chantier.

Article 4 : Sécurité et Signalisation

La nacelle devra être pourvue de la signalisation adaptée et conforme à la réglementation en la matière. Elle doit être protégée, aussi bien à l'avant qu'à l'arrière, par des feux de stationnement nettement visibles de nuit et de dispositifs réfléchissants.

La nacelle ne doit pas porter atteinte à la sécurité du passage des piétons. Dans le cas où elle occuperait la totalité de la largeur du trottoir, un espace balisé d'au moins 0.90 m sera réservé en chaussée, afin que le libre passage des piétons soit maintenu en permanence en toute sécurité, hors du couloir de circulation des véhicules.

Article 5 – Implantation

Le traitement utile à la gestion du présent arrêté concernant la société **SALTI** située à Marcq en Baroeul.

➤ Implantation de la nacelle : parvis de l’Eglise à Saint-André-Lez-Lille

Article 6 : Responsabilité

Les panneaux correspondant à ces dispositions seront mis en place par les soins du pétitionnaire qui sera tenu pour seul responsable de tout accident qui pourrait survenir du fait de son installation ou par défaut ou insuffisance de signalisation.

Le pétitionnaire devra mettre en place une signalisation conforme aux prescriptions de l’instruction interministérielle sur la sécurité routière. Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur constamment sur les lieux et pendant toute la durée d’occupation du domaine public.

Article 7 : Redevance

Le pétitionnaire sera soumis au paiement d’une redevance calculée conformément aux dispositions votées par la délibération du conseil municipal du 25 Novembre 2013, à savoir :

Redevance d’un montant de **20.18€ TTC**, détaillé comme suit :

- **20.18€ TTC** : Forfait des 5 premiers jours

Article 8 : Validité

La présente autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu’il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité en réparation de préjudice subi. Néanmoins, le remboursement de la redevance payée au titre de l’article 4 sera opéré au prorata de l’occupation.

Article 9 : Sanctions

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal de contravention de, 1^{ère} classe (38€) au titre de l’article R610-5 du Code Pénal pour « manquement aux obligations édictées par arrêté de police », de 3^{ème} classe (450€) au titre du Règlement Sanitaire Départemental pour « manquement à la propreté des voies, espaces publics et abords des chantiers », de 4^{ème} classe (750€) au titre de l’article R.644-2 du Code Pénal pour « dépôt de matériaux ou objets quelconques qui entravent ou diminuent la liberté de passage » et de 5^{ème} classe (1500€) au titre de l’article R.116-2 du Code de la Voirie Routière pour « occupation sans autorisation sur le domaine public routier », qui sera transmis à Monsieur le Procureur de la République aux fins de poursuite devant les tribunaux.

Toute infraction au stationnement sera considérée comme relevant de l’article R417-10 et suivant du Code de la Route est passible de la mise en fourrière.

Article 9 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 10 : Application

Monsieur le Commandant de Police et tous les agents de la force publique seront chargés de l'exécution du présent arrêté.

Article 11 : Transmission

Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Saint-André-Lez-Lille est chargé de l'exécution de présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

M. le Commissaire de Police,
M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
M. le Chef de Service de la Police Municipale,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Métropole Européenne de Lille,
- M. le Chef du détachement des Sapeurs-Pompiers de MARCQ-EN-BAROEUL.
- M. le Chef du détachement des Sapeurs-Pompiers de SAINT ANDRE.
- M. le Directeur de la Société ESTERRA Fort de Lezennes rue Chanzy 59260 LEZENNES.
- M. le Directeur de la société SALT I - ZI de la Pilaterie – Rue des Châteaux – 59700 Marcq-en-Baroeul

Fait à SAINT-ANDRE, le mardi 21 septembre 2021.

L'Adjointe au Maire,

chargée de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité



Joséphine FARINEAUX